

Lutte de classe

Une question déterminante pour le prolétariat et le mouvement ouvrier

Relever lors d'une discussion entre des militants syndicaux CGT, SUD, FSE, FSU, Solidaires, FO, de différents secteurs (EDF, TCL, SNCF, France-Telecom, Carrefour, Etudiants, DDASS, Inspection du Travail, Métallurgie, Chimie, Education Nationale, Retraités, La Poste..) :

« *Faut-il remettre en cause directement le capitalisme et centraliser le combat contre son (ses) gouvernement(s), ou faut-il mener le combat en défense des attaques et ensuite poser la question du changement de société ?* »

C'est la question centrale et déterminante à laquelle chaque militant, chaque syndicat et chaque parti doivent répondre. Nous pourrions dire qu'ils y ont déjà répondu chacun à leur manière, et le moins que l'on puisse dire, c'est que la réponse qu'ils y ont apportée jusqu'à présent n'a pas contribué à favoriser la prise de conscience du prolétariat de la nécessité de liquider les institutions pour pouvoir s'affranchir du capitalisme, bien au contraire, elle a plutôt abouti au résultat inverse. Maintenant, puisqu'à la faveur de la crise actuelle du capitalisme et du développement de la lutte des classes, des militants ont le mérite de la poser une nouvelle fois, c'est notre devoir de tenter d'y répondre le plus clairement possible.

Afin de cadrer cette discussion pour la rendre accessible à tous les militants, d'une part, nous partons du constat que les conditions objectives sont mûres et que les conditions subjectives ne le sont pas, d'autre part, notre analyse de la situation, le contenu et l'objectif de notre combat en tant que militants révolutionnaires, se situent dans la perspective de la prise du pouvoir politique par le prolétariat afin qu'il réalise son émancipation du capitalisme, conformément à l'analyse du développement du capitalisme et de la lutte des classes réalisée par Marx et Engels qui les avait conduit à en faire l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

S'agissant d'une discussion entre militants syndicaux que m'a fait parvenir un camarade, la question du combat pour en finir avec le capitalisme est évidemment à l'ordre du jour, il n'aurait jamais dû cesser de l'être depuis le congrès d'Amiens de la CGT en 1906. Que ce combat se combine avec le combat politique pour chasser Sarkozy et liquider les institutions de la Ve République semble incontournable pour une raison très simple à comprendre : comment voulez-vous exproprier les capitalistes si vous ne détenez pas le pouvoir politique pour le décréter ?

Relisez attentivement *Réforme sociale ou révolution* de Rosa Luxemburg ou observez ce qui se passe en Bolivie ou au Venezuela, dans ces deux pays la classe ouvrière n'a pas pris le pouvoir (politique), c'est la raison pour laquelle Chavez et Morales ont dû verser des milliards de dollars aux capitalistes en échange de la nationalisation de leurs entreprises, du point de vue des rapports sociaux d'exploitation absolument rien n'a changé dans ces deux pays.

Essayons de procéder par ordre et voyons de quelle manière il est possible d'expliquer la situation aux travailleurs pour favoriser leur mobilisation.

Pour « *remettre en cause directement le capitalisme* », il faut commencer par expliquer aux travailleurs pourquoi la satisfaction de leurs revendications est incompatible avec la survie du capitalisme et leur montrer en quoi la politique mise en oeuvre par le gouvernement correspond à cet unique objectif.

Il y a environ 158.000 moyennes et grandes entreprises en France, il est donc impensable d'imaginer attendre que les travailleurs de chacune de ses entreprises se mobilisent pour procéder à l'expropriation de leurs propriétaires. Aucun exemple dans aucun pays dans le monde au cours du XXe siècle ne permet de soutenir cette thèse farfelue qui s'apparente au passage progressif au socialisme étalé sur une durée indéterminée qui appartient au registre des révisionnistes du marxisme de la fin du XIXe siècle et du début du XXe, Bernstein en tête.

Dire : à bas le capitalisme ou il faut exproprier les capitalistes est une chose, encore faut-il que les travailleurs puissent se saisir de ces mots d'ordre, qu'ils puissent les relier à leurs revendications concrètes, c'est la première chose, ensuite, il faut leur faire comprendre que des revendications d'ordre social ou

économique qui ont un contenu national et concerne l'ensemble de la classe ouvrière ne peuvent trouver leur règlement au niveau étroit de chaque entreprise, c'est la seconde chose, après on leur explique que c'est au niveau du gouvernement et des institutions qu'est centralisé le pouvoir où sont élaborées et votées les lois, où sont dictées les mesures qui sont ensuite appliquées à travers tout le pays, et que par conséquence, toute décision pouvant entraîner un changement profond et durable dans leurs conditions de travail ou d'existence relève directement des institutions dont fait partie le président de la République, le gouvernement et le Parlement.

Si nous livrons notre combat en allant du particulier (l'entreprise) au général (l'Etat), c'est en commençant par régler la question générale, la question du pouvoir politique, que l'on peut ensuite régler la question particulière, l'expropriation des capitalistes, et non l'inverse qui conduit infailliblement à ne rien régler du tout.

La crise du capitalisme qui éclate aujourd'hui s'inscrit dans la continuité de la crise rampante du capitalisme qui s'est aggravée au cours des deux dernières décennies et s'est accélérée ces dernières années, c'est la loi (dialectique) de la transformation de la quantité en qualité qui s'applique ici.

Depuis plus de 20 ans, les gouvernements successifs se sont employés à reprendre de la main droite ce qu'ils avaient dû concéder au prolétariat de la main gauche, soit sous la contrainte de la lutte des classes, soit pour maintenir la paix sociale en profitant de l'exploitation forcée et du pillage d'autres peuples.

Depuis 12 ans, sous les différents gouvernements Chirac, puis celui de Sarkozy-Fillon-Kouchner, les représentants du capitalisme au pouvoir ont entrepris de s'attaquer à la totalité des droits et acquis sociaux du prolétariat conformément aux attentes de leurs commanditaires de la bourse et de l'aristocratie financière. Dans ces conditions, toute avancée ou progrès sociale est proscrit, les programmes de ces gouvernements se résument par une expression que les camarades connaissent très bien : la réaction sur toute la ligne.

Il faut donc en tirer la conclusion que plus que jamais, le combat pour nos revendications élémentaires pose directement la question du combat politique pour abattre le régime en place et se confond en grande partie avec lui. C'est donc uniquement dans cette perspective politique que nous devons proposer aux travailleurs de se regrouper.

La réponse à la question que nous posons au début dépend de l'objectif politique que l'on s'est fixé d'atteindre : aider la classe ouvrière à mieux supporter les conséquences de la survie du capitalisme ou l'aider à prendre conscience de la nécessité de liquider le régime en place et prendre le pouvoir.

Dans le premier cas on se fixe un objectif réalisable immédiatement sans élever son niveau de conscience puisqu'il ne s'inscrit pas dans une perspective politique - sous prétexte qu'il n'existe actuellement aucune alternative politique au pouvoir en place, c'est la position des réformistes ou trade-unionistes qui favorise le mouvement au détriment du but qu'ils abandonnent en cours de route.

Dans le second, notre combat ne peut se traduire que par l'organisation des éléments les plus déterminés de la classe pour construire le parti révolutionnaire et préparer ainsi les conditions favorables à la prise du pouvoir, c'est la position des militants marxistes qui combattent pour la révolution socialiste.

Si l'on prend comme référence les enseignements de notre histoire, on se rend compte que le processus révolutionnaire conduisant à la prise du pouvoir ne procède par étapes successives séparées les unes des autres, mais par différents stades liés entre eux par un objectif commun plus ou moins conscient, ce qui n'est pas du tout la même chose. Le développement du processus révolutionnaire passe par différents stades posant à chaque fois la question du pouvoir, mais comme la classe ouvrière n'a pas pleinement conscience de l'objectif politique qu'elle doit atteindre au début de son combat, elle a besoin de faire l'expérience de l'affrontement direct contre le pouvoir en place au cours de sa mobilisation pour que sa conscience politique mûrisse, ce qui se traduit sur le plan pratique par le passage par différents stades qui peuvent donner l'impression qu'ils sont nécessaires et indépendants les uns des autres, alors qu'en réalité ils sont intimement liés au même objectif politique.

Ce serait évidemment commettre une erreur fatale de considérer que, parce que la classe ouvrière est incapable au début de sa mobilisation de poser clairement la question du pouvoir, il ne serait pas nécessaire de lui proposer cette perspective et de lui indiquer la voie à suivre pour l'atteindre, cela reviendrait à dire implicitement qu'elle serait à même de tirer seule toutes les leçons de son expérience, de définir seule les tâches qui lui restent à accomplir pour vaincre, or chacun sait que c'est impossible, auquel cas la nécessité de construire un parti révolutionnaire ne se poserait plus puisqu'il serait devenu inutile. Inévitablement cette

discussion nous amène à poser la question de la place et du rôle irremplaçable du parti révolutionnaire qu'il faut impérativement construire.

Ainsi, nous ne nous faisons aucune illusion sur l'état d'esprit des masses, nous ne leur prêtons pas des qualités qu'elles n'ont pas encore développées ou qui ne sont pas encore mûres, mais nous ne doutons pas de sa capacité à franchir tous les obstacles qui se dressent sur la voie de sa mobilisation révolutionnaire, nous en faisons au contraire l'axe autour duquel nous avons construit notre ligne politique et notre stratégie pour construire le parti.

Sur le plan du syndicalisme, les militants n'ont guère d'autre choix que de renouer avec le syndicalisme de lutte de classe du début du XXe siècle (Charte d'Amiens) qui se fixait comme objectif l'abolition du salariat, au-delà du combat immédiat pour la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs.

Cela pose évidemment la question de la rupture avec les appareils pourris des syndicats, le combat pour prendre le contrôle des syndicats, or nous savons que cela ne pourra se réaliser qu'au cours de la révolution et non avant. Le combat en direction des travailleurs sur le plan syndical doit inclure le combat pour la formation de comités ouvriers incluant syndiqués et non syndiqués pour briser le carcan des appareils qui ne contrôlent qu'une partie des syndiqués.

Loin de remettre en cause les syndicats, en étant à l'initiative de ces comités, cela leur permettrait d'organiser davantage de travailleurs et de les préparer aux combats de demain contre le patronat et les appareils dont les intérêts se rejoignent.

Mais on peut très bien considérer que ces comités ne sont pas indispensables et qu'il serait préférable de les construire directement sur le plan politique au niveau de chaque zone industrielle et de chaque commune en associant militants syndicaux, politiques, et des travailleurs inorganisés, dans la perspective de la constitution d'assemblées populaires (ou soviets) qui constitueront les piliers du futur Etat ouvrier dont le gouvernement ouvrier révolutionnaire aura impérativement besoin pour appliquer sa politique.

Quant aux références à l'indépendance des syndicats, elles ne servent qu'à diviser le combat des travailleurs en leur interdisant de faire le lien entre les combats menés par les syndicats et les partis ouvriers qui devraient avoir en commun le combat pour l'abolition du capitalisme, et c'est parce que ni les uns et ni les autres ne veulent combattre dans cette direction qu'ils dressent cet obstacle à la mobilisation générale du prolétariat contre la bourgeoisie.

Les syndiqués qui entendent combattre pour l'objectif du mouvement ouvrier ont forcément une opinion politique sur la situation, or quel autre parti (au singulier ou au pluriel) que celui qui leur ouvre la voie du pouvoir peut les guider sur le plan politique pour atteindre leur objectif, l'abolition du salariat ?

Le syndicalisme et le militantisme politique se complètent mutuellement et poursuivent le même objectif final. En y regardant de plus près, on peut même dire que le syndicalisme va aussi loin que le politique, car l'abolition du salariat, c'est l'abolition des classes et de l'Etat, donc du politique, le syndicalisme incluant la participation à la gestion de la société tant que les classes existent, uniquement à partir du moment où le prolétariat est au pouvoir et pas avant, car cela serait de la collaboration de classes. A la limite, comme à la fin du XIXe siècle, rien n'empêche de concevoir que les syndicats pourraient créer leurs propres organismes sociaux sans l'aide ou le contrôle de l'Etat, puisque leur gestion serait collective et totalement transparente. Le temps des caisses de secours et de la solidarité ouvrière est bien loin malheureusement, il faut les réhabiliter, en temps de crise, ils seraient d'un grand secours pour de nombreux travailleurs et leurs familles. Vous imaginez l'impact que cela aurait sur la population. Très hypocritement, car il s'agit d'un énorme mensonge, on nous a expliqué que les organismes sociaux étaient gérés par les syndicats, qu'ils étaient la propriété des travailleurs et qu'ils étaient indépendants de l'Etat, alors qu'en réalité, c'est le gouvernement qui décide leur politique avec la complicité des bureaucrates syndicaux.

Aujourd'hui le syndicalisme gère la société au côté du capitalisme et pour son compte plus que pour celui des travailleurs, demain ils la géreront pour le compte des travailleurs, et quand le capitalisme aura disparu de la surface de la terre, le syndicalisme disparaîtra également, pour laisser place à de nouvelles formes d'organisations au sein de la société, en fonction des besoins de la population dans le respect de son environnement.

A l'indépendance du syndicalisme, il faut opposer l'unité du syndicalisme et du militantisme politique, chacun conservant sa spécificité et sa place, car nous avons besoin de l'un comme de l'autre, et le plus mauvais

service à rendre au syndicalisme, c'est bien justement de vouloir l'isoler du politique. Un meeting avec une tribune composée d'une dizaine de représentants de syndicats, et autant de partis, organisations, groupes ou comités, auxquels on ajouterait une dizaine de témoignages, médecin, avocat, professeur, étudiant, ouvrier métallurgiste, employée de banque, etc., cela aurait de la gueule et un impact important. A la sortie un tract distribué à tous les participants reprenant la résolution adoptée au cours du meeting qui scellent l'unité du combat pour en finir avec le capitalisme et les institutions, pour construire le socialisme. Je m'excuse de vous faire rêver et je ne délire pas plus que Marx ne rêvait ou ne délirait en 1847.

Un ouvrier et un patron n'ont rien à faire ensemble, ils n'ont pas les mêmes intérêts, quant aux syndicats, ils doivent rompre avec le Medef et les syndicats patronaux, avec le gouvernement qui veut les associer à ses projets de destruction de tous nos droits ou acquis. Il faut ressortir les termes de collabo, jaune, traître contre ceux qui soutiennent le capitalisme. La CFDT a demandé à Sarkozy de recevoir les syndicats avant le sommet à Washington qui doit avoir lieu le 15 novembre prochain, ce qui permettra de faire d'une pierre deux coups, légitimité cette réunion et la présence de Sarkozy. Et après on nous interdira d'avoir un autre regard sur la politique et de pouvoir l'exprimer à l'intérieur d'un syndicat ? De quel droit ? Autant dire alors que le syndicalisme doit être inféodé à la classe dominante et ses représentants et que les choses sont bien ainsi, surtout ne changeons rien.

L'indépendance des syndicats, cela consiste en réalité à interdire qu'une autre voie que celle des dirigeants s'expriment sur le plan politique, car il est impossible d'être un dirigeant syndical et de ne pas faire de politique. Quand ils apportent leur soutien à Sarkozy, ils le confortent politiquement et le Thiers de service peut continuer de se consacrer tranquillement à sa sale besogne.

« Parfois, les ouvriers triomphent, mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. », en vue du combat final et pour vaincre surtout. L'auteur de cette affirmation devait être un obsédé !

« L'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour condition essentielle l'accumulation de la richesse aux mains de particuliers, la formation et l'accroissement du Capital. », l'existence sur le plan économique et la domination sur le plan politique, les deux sont intimement liés et indivisibles, ils devraient donc faire l'objet d'un combat unitaire. La formation, c'est la production les rapports sociaux d'exploitation, l'accroissement par le biais des moyens d'échange et de distribution en faveur du capitalisme, ceux-ci ne peuvent exister qu'à condition qu'il y ait production, et ils ne peuvent prospérer qu'à condition d'accumuler toujours plus de capital, l'économie nous ramène toujours à l'origine de l'extraction de la plus-value qui est à la fois le fondement et la raison d'être du capitalisme. Notre auteur m'inspire, quel professeur formidable, quel redoutable ennemi pour ses adversaires qui sont aussi les nôtres !

« Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. », c'est d'autant plus important qu'ils interviennent dans les syndicats, qu'ils sont les seuls à combattre pour l'objectif du syndicalisme qu'ils ont en commun avec lui : l'abolition du capitalisme. Vous aurez reconnu des extraits du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels. Ah ces communistes, quels blagueurs avec leurs histoires qu'on n'ose plus raconter à haute voix par crainte de passer pour des utopistes, aujourd'hui leurs ennemis diraient des mégalomanes. Marx et Engels n'étaient pas traités autrement à leur époque, alors il en faudra plus pour nous faire dévier de notre objectif. Souhaitons-nous d'être le plus nombreux possible à le partager, le plus tôt sera le mieux.

Je n'ai pas traité plusieurs questions qui étaient abordées dans ce document, la grève générale qui ne se confondrait pas forcément avec un mouvement syndical mais qui pourrait acquérir immédiatement un contenu politique, la place du syndicalisme en France et l'obsession des militants qui y consacrent trop de temps et d'énergie au lieu de se concentrer sur le combat politique. J'ai déjà abordé ces questions ailleurs, on y reviendra une autre fois.